

Bosnie ni au Moyen-Orient à intervenir, qui a été mis tout à fait en marge de la direction de la guerre du Golfe et qui n'a acquis une certaine capacité d'intervention qu'au Kosovo, tâche qu'elle a accompli au total remarquablement mais avec des résultats limités. C'est à partir du moment où s'est posée la question nouvelle: l'Europe est-elle un État? que d'autres interrogations, plus ambitieuses encore, se sont fait jour et que des résistances de plus en plus virulentes se sont manifestées. L'idée même qu'il se forme un État européen ne rencontre pas de véritable opposition aujourd'hui, en grande partie parce que les définitions d'un tel État et des États membres restent vagues, de telle sorte que tout un chacun peut un jour accepter l'Europe et le lendemain la refuser. Néanmoins deux courants se sont dessinés: le premier est de vouloir aller plus vite et plus loin. On a parlé d'Europe fédérale et d'abord de Constitution européenne, ce qui est moins difficile parce qu'un document de ce type ne fait que définir des principes généraux et l'organisation des pouvoirs publics. Mais un courant très résolu s'est formé, demandant à ce que l'Europe soit plus qu'une union, plus qu'un marché commun, soit un véritable État-nation, une véritable patrie, un Heimat. Cette campagne très convaincante a été menée en particulier par Jürgen Habermas; elle a été appuyée par Joshka Fischer mais aussi par Daniel Cohn-Bendit et les formulations les plus récentes des déclarations de Joshka Fischer ne semblent pas être très éloignées de déclarations officielles françaises. Il est clair que ceux qui ont souffert le plus directement des persécutions nazies et antisémites souhaitent à tout prix se défendre contre un retour possible d'un nationalisme allemand agressif et donc sont favorables à une forte intégration européenne. La majeure partie des ashkénazes français comme des groupes, maintenant très petits, qui ont survécu à l'extermination souhaite un fort contrôle européen sur de possibles initiatives allemandes. Mais il faut

immédiatement ajouter que cette position, qui éveille l'intérêt et la sympathie de beaucoup, est extrêmement loin de l'attitude de l'opinion publique dans sa grande majorité. Au moment où la France adoptait par referendum les accords de Maastricht, peu de pays auraient pu parvenir au même résultat, déjà piètre. On a vu successivement la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Irlande, la Norvège et d'autres manifester des réticences et même un véritable refus à l'égard de l'intégration européenne et de nombreuses enquêtes nous montrent qu'aujourd'hui l'idée européenne est minoritaire dans un certain nombre de pays, en particulier dans l'Europe du Nord-Ouest, allemande, hollandaise et anglaise, qui était censée pour beaucoup être le cœur de l'Europe de l'avenir. Au même moment, on a vu se développer, surtout en France, un sentiment républicain, en fait anti-européen, et qui en appelle à la fois à l'universalisme du système politique à la française et à la nécessité de s'appuyer sur des institutions et des traditions fortes contre un européisme ou un fédéralisme qui peut sombrer dans des formes plus ou moins ouvertes de dépendance à l'égard des États-Unis.

Il faut ajouter, en sortant de France, que la question principale qui se pose à l'Europe d'aujourd'hui n'est probablement pas de savoir si elle va devenir fédérale ou confédérale mais, plus concrètement, de savoir si les pays européens vont donner la priorité à la construction européenne ou, au contraire, au renforcement de l'espace atlantique, du monde occidental. Or on ne souligne pas assez qu'ici on peut parler d'un véritable recul de l'idée européenne. Ce recul est le plus visible en Italie, parce que le nouveau Premier Ministre, Silvio Berlusconi, a proclamé lui-même de la manière la plus claire qu'il donnait la priorité aux relations avec les États-Unis. En Espagne, le Premier Ministre Aznar a reçu le premier la visite du Président Bush parce qu'il avait exprimé le premier son

accord avec les plans de défense américains qui, s'ils étaient réalisés, ne pourraient que limiter la capacité d'initiative géopolitique de l'Europe. Le cas de la Grande-Bretagne est plus complexe. On a vu en effet le gouvernement Blair deux fois élu se prononcer de plus en plus nettement pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'euro, mais il est impossible de penser que puisse exister une opposition réelle d'intérêts entre les deux parties de la capitale financière mondiale, Londres et New York. Même si la City a, lors de la dernière élection, pris nettement parti pour Blair et si par conséquent un certain nombre de personnalités ou de dirigeants juifs anglais appartenant surtout aux milieux économique et financier ont marqué clairement leur choix en faveur de l'Europe, il serait excessif d'en conclure que cette adhésion à l'un des éléments de constitution de l'Europe comme État pourrait être étendue facilement à l'autre aspect de cette constitution, c'est-à-dire à la formation d'une véritable capacité d'action internationale et militaire de l'Europe. Nous avons affaire à une Europe relativement faible. L'idée européenne brille certainement moins aujourd'hui qu'à l'époque de Jacques Delors, quand celui-ci pouvait mobiliser à la fois les autorités allemandes et les autorités françaises. Malgré ses qualités personnelles, on ne peut pas dire que Romano Prodi dispose de la même capacité d'influence aujourd'hui.

Voici tracées deux limites que l'Europe probablement ne dépassera pas, au moins dans un avenir prévisible. Le fédéralisme européen continue et continuera à rencontrer l'opposition des États membres qui se manifeste à tous les niveaux. De l'autre côté, le républicanisme nationaliste à la française qui peut regrouper un électorat assez important autour de Jean-Pierre Chevènement et, peut-être, de Charles Pasqua ne peut pas peser d'un poids décisif dans la politique française étant donné que ces groupes n'ont l'appui ni du

Président de la République et de son parti ni du Premier Ministre et du sien.

Il faut donc nous retourner à nouveau vers la France pour en faire sinon un exemple, du moins un cas particulièrement clair de ce que peut devenir l'Europe. Moins qu'un pays fédéral de type américain ou allemand, mais plus qu'une simple communauté économique comme elle l'a été dans le passé. Il y a beaucoup d'espace dans cet entre-deux. Il me semble que les juifs français, toutes catégories réunies si je puis dire, se situent clairement à l'intérieur de ces limites et que, par conséquent, les positions qui sont prises de fait par les juifs français correspondent non seulement à la position de la grande majorité de la population française mais encore à une nette majorité de la population européenne dans son ensemble.

Le trait particulier des juifs français est évidemment qu'en matière de politique internationale ils accordent une priorité sans limite à la défense d'Israël. En fait, ils ne rencontrent pas d'opposition en Europe contre une telle idée. Même les Européens très nombreux qui ont une vive conscience des injustices commises contre les Palestiniens et qui souhaitent la reconnaissance de deux entités nationales ne sont en aucun cas disposés à faire prendre des risques à l'État d'Israël et manifestent aussi souvent qu'ils le peuvent leur attachement fondamental à l'existence d'Israël. Ces déclarations, sous toutes leurs formes, avec toutes leurs nuances possibles, me semblent recevoir l'assentiment de l'ensemble de la population européenne. De l'autre côté, la situation est moins claire puisque j'ai indiqué que l'Europe était déjà divisée et risque de l'être de plus en plus autour du problème des rapports avec les États-Unis. Ici, il semble qu'on revienne aux origines car ceux qui donnent la priorité à la construction européenne sont dans leur majorité des fondateurs de l'idée européenne. Même si la situation économique est moins favorable qu'il y a un an ou

deux, on peut penser que les Allemands et les Français se croient capables par eux-mêmes et par leur rôle d'entraînement d'entrer dans des relations avec les États-Unis qui reconnaissent le leadership américain mais qui n'acceptent plus l'idée d'une hégémonie américaine, comme on l'a vu lors des premières semaines de gouvernement du nouveau Président américain. On ne peut pas compter les juifs français parmi les catégories nourrissant une certaine antipathie à l'égard des États-Unis, étant donné un passé récent et surtout le rôle des États-Unis aujourd'hui même, comme soutien d'Israël, mais on peut considérer que les juifs français, comme la majorité des Français et des Européens, souhaitent le renforcement d'une capacité d'action collective de l'Europe, sans pour autant faire de l'Europe un État national.

Ce sont ces réflexions qui expliquent le titre que je donne à cet essai. On peut trouver sur certains points des réactions spécifiques de telle ou telle catégorie des juifs français ou européens, mais pour l'essentiel, il n'y a pas de position des juifs qui soit différente de celle de la majorité de la population et par conséquent dire : "nous sommes tous des juifs européens" veut simplement dire que les positions qui sont celles de la majorité des juifs européens

sont aussi celles de la majorité des Européens. Nous ne voulons pas avoir à choisir entre le dépassement des États-nations et leur absorption dans un empire mondial rebaptisé globalisation. Il existe une volonté d'être européen, mais cette volonté d'être ne veut pas prendre la forme de l'ensemble puissant et complet que représentaient les États nationaux quand leur tâche principale était de se combattre les uns les autres.

Ce détour presque imprévu par la référence aux juifs européens est donc utile, moins pour nous informer sur l'attitude de cette population que pour définir plus concrètement les limites, relativement précises, dans lesquelles se place l'opinion européenne. La grande réussite de l'Europe est qu'aujourd'hui les choix qui lui sont proposés ou qu'elle se propose à elle-même sont relativement limités. Jamais l'existence et l'avenir de l'Europe ne sont remis en cause, mais presque jamais non plus n'est défendue l'idée de faire de l'Europe le substitut d'États nationaux qui auraient été abolis par la globalisation. Ces deux positions, éloignées l'une de l'autre, ne correspondent ni aux tendances visibles de la situation actuelle ni à l'opinion et au désir de la majorité de la population.